

teurs ont bénéficié de cette politique, je crois qu'il peut se trouver des cultivateurs qui n'aient pas encore compris parfaitement les avantages qu'ils en ont retirés.

Quelques VOIX : Ecoutez, écoutez.

M. McLELAN : Quelques honorables députés disent "écoutez, écoutez"; je suppose que pour pourriez expliquer la chose plus clairement aux cultivateurs. L'honorable député connaît Toronto, ville qui a une population de 100,000 âmes. Supposons que vous puissiez établir autour de cette ville un cordon d'officiers de douane américains, et dire aux cultivateurs d'Ontario : vous ne vendrez pas là une seule livre de beurre ni aucun produit agricole pour nourrir cette population de 100,000 âmes, mais elle va être approvisionnée exclusivement par les cultivateurs américains. Si vous pouviez faire cela les cultivateurs d'Ontario comprendraient la question, et je crois que l'honorable député lui-même ne demanderait pas comment ils bénéficient aujourd'hui de cette politique, et les cultivateurs verraient combien ils perdraient s'ils ne pouvaient pas approvisionner la ville. Supposons que les honorables députés de la gauche arrivent au pouvoir et établissent leur politique, et que tous ceux qui sont actuellement employés dans les manufactures et qui ne l'étaient pas en 1878, sous l'opération de leur politique, grâce à laquelle on faisait ici des importations considérables de marchandises américaines à de vils prix, que tous ceux-là, dis-je, soient obligés d'émigrer aux Etats-Unis. Mon prédécesseur a soumis l'année dernière un état indiquant que sous l'opération de la politique nationale il a été établi des manufactures dans lesquelles 34,000 ouvriers trouvaient de l'emploi. Il est probable qu'advenant un changement de politique comme celui dont j'ai parlé presque tous ces ouvriers seraient obligés d'émigrer aux Etats-Unis pour fabriquer des articles dont pourraient avoir besoin ceux qui resteraient dans le pays.